

Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 25 octobre 2004 Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Etablissements du patrimoine, 2002

3

8

En 2002, les recettes d'exploitation des 2 670 établissements du patrimoine canadien ont atteint un sommet de 1,7 milliard de dollars attribuable aux recettes des ventes au comptoir dans les boutiques de souvenirs et les cafétérias ainsi qu'aux contributions du gouvernement. Le nombre global de visiteurs a légèrement diminué, bien qu'il ait augmenté pour les musées et les lieux historiques.

Milieu parental et comportement agressif chez les enfants, 1994 à 2000 Selon une nouvelle étude, les enfants qui vivent dans des foyers où l'on utilise des pratiques parentales punitives sont plus susceptibles que les autres de manifester un comportement

agressif. Toutefois, les enfants exposés à des pratiques parentales punitives à un très jeune âge ne sont pas plus agressifs que les autres en vieillissant, si les pratiques parentales deviennent

non punitives avec le temps.

(suite à la page 2)

Enquête sur le milieu de travail et les employés – compendium

Ce nouveau compendium de 46 pages fournit des données provenant de l'Enquête sur le milieu de travail et les employés (EMTE) de 2001, qui a été menée par Statistique Canada avec le soutien de Ressources humaines et de Développement des compétences Canada.

Son objectif comporte trois volets : fournir une vue d'ensemble des milieux de travail canadiens et de leurs employés en 2001; examiner les changements qui se produisent dans ces milieux de travail et chez leurs employés; et faire ressortir les liens que l'EMTE établit. Il met à jour une version antérieure diffusée en août 2001, qui était fondée sur les données de 1999, l'année inaugurale de l'enquête.

Les données portent sur certaines caractéristiques du milieu de travail comme l'industrie, la taille et la région, ainsi que quelques caractéristiques des employés, dont l'âge, le sexe, le niveau de scolarité et les groupes professionnels. Ces vues d'ensemble sont conçues pour servir de base à l'objet principal de l'EMTE, une analyse plus poussée faite par des chercheurs et des praticiens.

L'EMTE est une enquête innovatrice qui recueille des renseignements sur un large éventail de sujets auprès des milieux de travail et de leurs employés. En plus d'être interreliées, les données de l'enquête sont longitudinales tant pour les employeurs que pour les employés. C'est ainsi que l'enquête permet d'éclaircir des questions qui seraient autrement difficiles à analyser.

La publication Enquête sur le milieu de travail et les employés - compendium (71-585-XIF, gratuite) est maintenant offerte en ligne. À la page Nos produits et services, sous Parcourir les publications Internet, choisissez Gratuites, puis

Pour plus de renseignements, communiquez avec Yves Decady au (613) 951-4282, Division de la statistique du travail.





Le Quotidien, le 25 octobre 2004

AUTRES COMMUNIQUÉS	
Indice des prix des produits agricoles, août 2004	11
Fer et acier primaire, août 2004	12
NOUVEAUX PRODUITS	13

Fin du communiqué

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Établissements du patrimoine

Les recettes d'exploitation des 2 670 établissements du patrimoine canadien ont atteint un sommet de 1,7 milliard de dollars au cours de l'exercice financier de 2002, attribuable aux contributions du gouvernement et aux recettes générées par les ventes au comptoir dans les boutiques de souvenirs, les cafétérias et autres points de vente.

Pour la majeure partie des années 1990, la source des revenus d'exploitation de ces établissements est passée des gouvernements aux visiteurs. Toutefois, depuis le début du nouveau millénaire, cette tendance semble s'être quelque peu apaisée.

En 2002, les établissements du patrimoine ont reçu plus de 60 \$ de la part des trois ordres de gouvernement pour chaque tranche de 100 \$ de recettes. Cela représente une légère hausse par rapport aux 59 \$ pour chaque tranche de 100 \$ de recettes en 1999, mais une forte baisse par rapport aux 71 \$, en 1993.

En revanche, les dons du secteur privé et les droits d'entrée des visiteurs ont représenté moins de 40 \$ pour chaque tranche de 100 \$ de recettes en 2002. Cela constitue une baisse par rapport aux 41 \$ en 1999, mais une forte augmentation par rapport à leur contribution de 29 \$ en 1993. Ces revenus étaient sous forme de cotisations, de droits d'entrée et de ventes au comptoir.

Les revenus globaux de 2002 ont augmenté de 19,5 % par rapport à 1999, année de la dernière Enquête sur les établissements du patrimoine. En valeur absolue, ce gain compense très largement la hausse de 22,0 % des dépenses d'exploitation.

Environ 117,5 millions de visites ont été effectuées dans un quelconque établissement du patrimoine au courant de l'année, allant des musées, des lieux d'intérêt historique et des archives aux aquariums et aux zoos, aux jardins botaniques, aux arboretums et aux serres. Ce nombre constitue un léger repli par rapport à celui de 1999.

Les musées et les lieux d'intérêt historique ont enregistré les plus fortes hausses du nombre de visiteurs alors que le nombre de visiteurs dans les parcs naturels a diminué.

Les droits d'entrée moyens pour un adulte ont augmenté, étant passés de 2,62 \$ au début des années 1990 à 3,70 \$ en 2002, en hausse de 39 % après prise en compte de l'inflation.

Note aux lecteurs

Menée tous les deux ans, l'Enquête sur les établissements du patrimoine recueille des données sur les établissements à but non lucratif du patrimoine canadien. Ces données proviennent des 2 672 établissements qui ont présenté le rapport de leur exercice terminé entre le 1er avril 2002 et le 31 mars 2003, ci-après appelé 2002.

Les établissements du patrimoine comprennent les musées, les lieux historiques, les archives et d'autres établissements connexes (centres d'exposition, planétariums, observatoires, aquariums, zoos, jardins botaniques, arboretums et conservatoires). On peut également obtenir des données concernant les parcs naturels qui ont mis sur pied des programmes d'interprétation et d'éducation (par exemple, Banff, Jasper, Stanley, Parc de la Gatineau, Wood Buffalo, Algonquin et de nombreux parcs plus petits). On exclut les établissements à but lucratif.

Les **revenus gagnés** comprennent les cotisations, les droits d'entrée et de camping, les recettes brutes provenant de boutiques de souvenirs, de comptoirs de vente, de cafétérias ou d'activités récréatives, ainsi que les intérêts et autres revenus.

Les **revenus non gagnés** englobent les subventions des administrations publiques, les subventions de sociétés, les parrainages privés, les contributions des «amis» d'organismes, d'universités ou d'institutions religieuses, ainsi que les dons.

Sauf avis contraire, les recettes sont exprimées en dollars courants

Augmentation substantielle des subventions publiques

Au total, les trois ordres de gouvernement ont versé plus de 1,0 milliard de dollars aux établissements du patrimoine en 2002, en hausse de 13 % après prise en compte de l'inflation.

Les subventions du gouvernement fédéral représentaient 45 % du total. La part des contributions provinciales était de 32 % et celle des municipalités, de 23 %.

La contribution fédérale d'un peu plus de 466,5 millions de dollars constituait une augmentation de 24,9 % par rapport au niveau atteint trois ans auparavant.

La moyenne des subventions par établissement a été de 391 300 \$ en 2002, soit 18 % de plus que les 331 300 \$ de 1999, ce qui est aussi beaucoup plus élevé que les 362 800 \$ de 1993.

Les établissements du patrimoine ont déclaré un personnel composé de 51 700 travailleurs bénévoles en 2002, ce qui constitue une hausse par rapport aux 49 440 travailleurs bénévoles de 1999. Cependant, le nombre de travailleurs bénévoles a chuté de façon importante au cours des années 1990, et le niveau

de 2002 se situait bien en deçà des 59 320 travailleurs de 1993.

Les seuls établissements ayant bénéficié de l'augmentation du nombre de travailleurs bénévoles ont été les musées qui ont déclaré une main-d'oeuvre de 32 700 travailleurs bénévoles en 2002 par rapport aux 28 000 de 1999. Le nombre des travailleurs bénévoles travailleurs bénévoles travaillant dans les lieux d'intérêt historique et dans les autres établissements, y compris les parcs naturels, a diminué.

L'augmentation des revenus est attribuable aux ventes au comptoir et aux contributions gouvernementales

Les établissements du patrimoine ont déclaré des revenus d'exploitation gagnés de plus de 563,5 millions de dollars en 2002, soit 17 % de plus qu'en 1999.

Les ventes au comptoir dans les magasins de souvenirs, les cafétérias et les autres points de vente représentaient environ 67 % des recettes gagnées, les droits d'entrée, 30 % et les cotisations, seulement 3 %. En 1999, les ventes au comptoir représentaient 64 % des recettes gagnées.

Les ventes au comptoir ont atteint 378,5 millions de dollars en 2002, en hausse de 22,7 % par rapport à 1999.

En ce qui a trait aux musées, les revenus gagnés au montant de 224,8 milliards de dollars représentaient environ le tiers de leur revenu d'exploitation. Au début des années 1990, les revenus gagnés représentaient moins d'un quart du revenu d'exploitation.

La tendance a été la même dans les lieux historiques, où 33 % des recettes en 2002 provenaient de ces sources, comparativement à 20 % au début des années 1990.

À l'échelle nationale, l'augmentation des revenus gagnés a été la plus évidente dans les établissements du patrimoine de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et de l'Alberta.

Hausse de la fréquentation des musées

En 2002, la fréquentation a augmenté dans tous les établissements du patrimoine, à l'exception des parcs naturels.

Les musées sont demeurés les établissements les plus populaires, leur fréquentation ayant augmenté de 5,0 % pour passer de 26,5 millions de visiteurs en 1999 à 27,8 millions. Malgré tout, en moyenne, la fréquentation est demeurée semblable à celle de 1999, soit environ 18 900 visiteurs par musée.

Plus de 17,4 millions de visites ont été effectuées dans un site historique en 2002, en hausse de 4,5 % par rapport aux données affichées trois ans auparavant. Dans les parcs naturels, le nombre de visiteurs a diminué de plus de 5,3 %, tandis que le nombre de visites dans les autres établissements, surtout les zoos, les aquariums, les jardins botaniques et les centres d'exposition, a grimpé de 2,9 %.

Les visiteurs de musées ont dépensé davantage pour leur plaisir, les revenus gagnés ayant dépassé les 224,8 millions de dollars en 2002, soit 6,4 % de plus que trois ans auparavant.

Parcs naturels : Repli de la fréquentation et augmentation des subventions gouvernementales

Le nombre de visiteurs dans les vastes parcs naturels du Canada a reculé de 5,3 % en 2002, au moment où les revenus tirés des droits d'entrée étaient en baisse de 8,9 %. Toutefois, l'aide gouvernementale et les ventes au comptoir ont poursuivi leur progression.

Le gouvernement fédéral en tête, les divers ordres de gouvernement ont augmenté à 269,9 millions de dollars leur soutien financier versé aux parcs naturels en 2002, soit, en moyenne, un peu plus de 1,7 million de dollars par établissement, comparativement à 1,2 million de dollars en 1999.

Les revenus provenant des ventes au comptoir et des magasins de souvenirs ont atteint 123,3 millions de dollars en 2002, soit une moyenne de 796 000 dollars par parc naturel, en hausse par rapport aux 484 000 \$ de 1999.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 504-0001 à 504-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3107.

Certains détails de l'Enquête sur les établissements du patrimoine sous forme de tableaux (87F0002XIF, gratuits) sont accessibles en ligne. Les données de cette enquête sont également disponibles selon la province et le territoire. Les chercheurs peuvent obtenir des totalisations spéciales contre recouvrement des coûts.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1 800 307-3382 (cult.tourstats@statcan.ca). Pour commander des tableaux spéciaux ou standard ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Fidel Lfedi

au (613) 951-1569 (fidel.lfedi@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.

Télécopieur : (613) 951-1333.

Fréquentation, revenus d'exploitation et dépenses d'exploitation

	1993	1999	2002	1999 à
				2002
				var. en %
Total			·	
Fréquentation (en milliers)	111 235	118 259	117 452	-0,7
Revenus d'exploitation (en milliers de dollars) Dépenses d'exploitation (en milliers de	1 167 783	1 453 777	1 737 215	19,5
dollars)	1 065 793	1 334 203	1 627 769	22,0
Établissements du patrimoine (sans les parcs naturels)				
Fréquentation (en milliers)	54 928	56 299	58 759	4,4
Revenus d'exploitation (en milliers de dollars) Dépenses d'exploitation (en milliers de	869 947	1 116 576	1 297 832	16,2
dollars)	844 016	1 073 331	1 264 775	17,8
Musées				
Fréquentation (en milliers)	25 444	26 518	27 840	5,0
Revenus d'exploitation (en milliers de dollars) Dépenses d'exploitation (en milliers de	506 738	647 496	723 475	11,7
dollars)	497 767	632 132	731 618	15,7
Lieux historiques				
Fréquentation (en milliers)	17 020	16 659	17 415	4,5
Revenus d'exploitation (en milliers de dollars) Dépenses d'exploitation (en milliers de	131 015	159 108	168 001	5,6
dollars)	120 710	142 039	163 171	14,9
Autres établissements ¹				
Fréquentation (en milliers)	12 464	13 122	13 504	2,9
Revenus d'exploitation (en milliers de dollars) Dépenses d'exploitation (en milliers de	232 194	309 971	406 356	31,1
dollars)	225 539	299 160	369 986	23,7
Parcs naturels				
Fréquentation (en milliers)	56 307	61 960	58 693	-5,3
Revenus d'exploitation (en milliers de dollars) Dépenses d'exploitation (en milliers de	297 836	337 201	439 383	30,3
dollars)	221 777	260 872	362 993	39,1

^{1.} Comprend les archives, les centres d'exposition, les planétariums, les aquariums, les zoos, les jardins botaniques, les arboretums et les conservatoires.

Revenus d'exploitation gagnés

	1993	1999	2002	1999 à
	en m	nilliers de dollars		2002 var. en %
Total				
Cotisations Droit d'entrée	8 224 98 961	12 623 160 430	16 516 168 486	30,8 5,0
Ventes au comptoir, boutiques de souvenirs				,
et autres	162 435 269 620	308 449	378 539 563 541	22,7
Total	269 620	481 502	563 541	17,0
Établissements du patrimoine (sans les parcs naturels)				
Cotisations	7 963	12 374	16 121	30,3
Droit d'entrée Ventes au comptoir, boutiques de souvenirs	75 967	114 748	126 890	10,6
et autres	111 476	227 097	255 218	12,4
Total .	195 407	354 219	398 228	12,4
/lusées				
Cotisations	5 419	8 892	10 979	23,5
Droit d'entrée	38 120	49 324	54 646	10,8
Ventes au comptoir, boutiques de souvenirs	73 961	153 035	159 193	4.0
et autres Fotal	117 500	211 251	224 818	4,0 6,4
				-, -
Lieux historiques Cotisations	217	354	1 108	213,0
Droit d'entrée	11 352	22 567	22 934	1,6
Ventes au comptoir, boutiques de souvenirs				,
et autres	16 570	26 929	30 496	13,2
Total Control of the	28 139	49 850	54 538	9,4
Autres établissements ¹				
Cotisations	2 327	3 129	4 034	28,9
Droit d'entrée Ventes au comptoir, boutiques de souvenirs	26 495	42 857	49 310	15,1
et autres	20 946	47 133	65 529	39.0
Total	49 768	93 119	118 873	27,7
Parcs naturels				
Cotisations	260	249	396	59,0
Droit d'entrée	22 995	45 682	41 596	-8,9
Ventes au comptoir, boutiques de souvenirs et autres	50 958	81 352	123 321	51,6
et autres Total	74 213	127 283	165 313	29,9

^{1.} Comprend les archives, les centres d'exposition, les planétariums, les aquariums, les zoos, les jardins botaniques, les arboretums et les conservatoires.

Subventions d'exploitation et dons

	1993	1999	2002	1999-
				à 2002
	en milliers de dollars			var. en %
Total	007.075	070 440	100 510	0.1.0
Fédéral .	337 675	373 419	466 543	24,9
Provincial	311 551	288 663	330 826	14,6
Municipal	181 942	200 606	248 138	23,7
Total des administrations publiques	831 168	862 688	1 045 507	21,2
Privé	66 995	109 588	128 066	16,9
Établissement du patrimoine à l'exception des				
parcs naturels				
Fédéral	233 627	268 987	326 205	21,3
Provincial	253 039	253 510	272 057	7,3
Municipal	121 605	132 711	177 331	33,6
Total des administrations publiques	608 271	655 208	775 593	18,4
Privé	66 270	107 149	123 910	15,6
Musées				
Fédéral	117 353	142 517	172 060	20,7
Provincial	180 300	171 671	177 068	3,1
Municipal	50 732	59 194	70 507	19,1
Total des administrations publiques	348 386	373 382	419 635	12,4
Privé	40 852	62 862	79 023	25,7
Lieux historiques				
Fédéral	56 379	59 475	63 103	6,1
Provincial	30 291	28 414	25 685	-9,6
Municipal	14 532	16 333	19 390	18,7
Total des administrations publiques	101 202	104 222	108 178	3,8
Privé	1 674	5 036	5 286	5,0
Autres établissements ¹				
Fédéral	59 895	67 044	91 042	35,8
Provincial	42 448	53 425	69 305	29,7
Municipal	56 340	57 183	87 435	52,1
Total des administrations publiques	158 683	177 652	247 782	39,5
Privé	23 744	39 250	39 602	0,9
Parcs naturels				
Fédéral	104 048	104 432	140 338	34,4
Provincial	58 512	35 153	58 769	67,2
Municipal	60 337	67 895	70 807	4,3
Total des administrations publiques	222 897	207 480	269 914	30,1
Privé	726	2 439	4 156	70,4

^{1.} Comprend les archives, les centres d'exposition, les planétariums, les aquariums, les zoos, les jardins botaniques, les arboretums et les conservatoires.

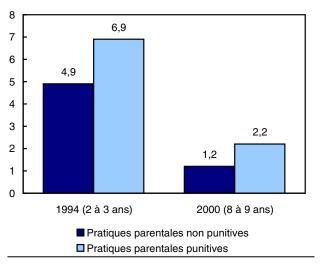
Milieu parental et comportement agressif chez les enfants

1994 à 2000

Selon une nouvelle étude, les enfants qui vivent dans des foyers où l'on utilise des pratiques parentales punitives sont plus susceptibles que les autres de manifester un comportement agressif. Toutefois, les enfants exposés à des pratiques parentales punitives à un très jeune âge ne sont pas plus agressifs que les autres en vieillissant, si les pratiques parentales deviennent non punitives avec le temps.

Le comportement agressif de l'enfant s'est manifesté en même temps que les pratiques parentales punitives

Score sur l'échelle du comportement agressif



L'étude a permis de déterminer que les enfants âgés de deux à trois ans qui vivaient dans des milieux punitifs en 1994 ont obtenu sur l'échelle du comportement agressif (par exemple, brutaliser les autres ou faire preuve de méchanceté) un score de 39 % supérieur à celui des enfants vivant dans des milieux moins punitifs.

La différence était encore plus marquée six ans plus tard, soit en 2000, lorsque les enfants étaient âgés de huit à neuf ans. Ceux vivant dans des milieux punitifs ont obtenu sur l'échelle du comportement agressif un score de 83 % supérieur à celui des enfants vivant dans des milieux moins punitifs.

Tant à l'âge de deux à trois ans qu'à l'âge de huit à neuf ans, les enfants vivant dans des milieux non punitifs étaient beaucoup moins susceptibles que les autres d'avoir un comportement agressif, selon leurs parents.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué est fondé sur un document de recherche Le comportement agressif chez les jeunes enfants : la modification du milieu parental permet de prévoir le changement de comportement.

Les données utilisées dans le cadre de cette étude ont été tirées de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), une étude à long terme sur les enfants canadiens qui permet de recueillir des données sur une gamme variée de facteurs qui influent sur le développement social, émotionnel et comportemental des enfants, de la naissance au début de l'âge adulte. L'ELNEJ a été lancée en 1994 et est menée conjointement par Statistique Canada et Développement social Canada, anciennement connu sous le nom de Développement des ressources humaines Canada.

Le présent communiqué repose sur des données fournies par les parents d'environ 2 000 enfants qui étaient âgés de deux à trois ans en 1994 et de huit à neuf ans en 2000. Le rapport est axé sur les pratiques parentales et les types de comportement des enfants.

Définitions

Comportement agressif de l'enfant : Pour mesurer le comportement agressif de l'enfant, on a demandé aux parents, dans le cadre de l'ELNEJ, à quelle fréquence leurs enfants se comportaient et réagissaient de façon agressive, par exemple, à quelle fréquence ils se bagarraient, ou encore brutalisaient les autres ou faisaient preuve de méchanceté. Un score a été calculé pour le comportement agressif à partir des réponses à ces questions.

Pratiques parentales punitives : Pour mesurer les pratiques parentales punitives, on a demandé aux parents à quelle fréquence ils infligeaient des punitions corporelles, ou élevaient la voix ou criaient après l'enfant et, par ailleurs, à quelle fréquence ils discutaient calmement du problème avec l'enfant ou lui expliquaient d'autres façons de se comporter qui sont acceptables. Les réponses ont été totalisées en vue d'obtenir un score correspondant aux pratiques parentales punitives pour chaque enfant. Aux fins de cette étude, les pratiques parentales ont été considérées comme punitives si le score était égal ou supérieur au score s'approchant le plus du 90e centile.

Catégorie de revenu: Dans la présente étude, la catégorie de revenu correspond au ratio du revenu du ménage et du seuil de faible revenu (SFR) pertinent pour chaque famille. Les familles à faible revenu sont celles qui consacrent une proportion plus grande de leur revenu à l'achat de nécessités comme la nourriture, le logement et l'habillement que la famille équivalente moyenne. Les ménages compris dans la présente étude ont été répartis en deux groupes: les ménages à «faible revenu», c'est-à-dire ceux se situant en dessous du SFR; et les ménages à «revenu élevé», c'est-à-dire ceux se situant au niveau du SFR ou au-dessus.

Il est important de souligner que cette étude ne prouve pas que les pratiques parentales punitives sont la cause d'un comportement agressif chez les enfants. Toutefois, elle va dans le sens des recherches antérieures et de la théorie selon lesquelles les pratiques parentales punitives peuvent mener à un comportement plus agressif chez les enfants.

Le comportement agressif des jeunes enfants suscite un intérêt considérable chez les chercheurs, en raison des conséquences qu'il peut avoir sur l'adaptation et la conduite future des enfants. Les chercheurs ont déterminé qu'il existe des liens entre l'agression en bas âge et des résultats moins favorables plus tard dans la vie. Parmi ces résultats figurent l'agression, la délinquance, ainsi que le crime, à l'adolescence et à l'âge adulte, de mauvais résultats scolaires, le chômage à l'âge adulte et d'autres situations négatives.

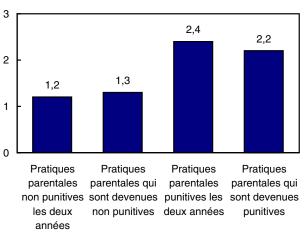
Cette étude, qui est fondée sur des données de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), permet d'en apprendre davantage au sujet du rapport qui existe entre le milieu familial en bas âge et le comportement futur.

La modification du milieu parental permet de prévoir le changement de comportement de l'enfant

L'étude a démontré que la tendance à avoir un comportement agressif observée chez certains enfants ne persiste pas nécessairement. Lorsque les pratiques parentales qui étaient punitives quand les enfants étaient âgés de deux à trois ans sont devenues moins punitives, six ans plus tard, les scores des enfants sur l'échelle du comportement agressif ont aussi eu tendance à être plus faibles, peu importe le niveau d'agressivité manifestée par ces enfants lorsqu'ils étaient très jeunes.

Le comportement agressif de l'enfant était lié aux pratiques parentales punitives courantes

Score sur l'échelle du comportement agressif, 2000



Modification du milieu parental, 1994 à 2000

Autrement dit, les enfants qui vivaient dans un milieu punitif lorsqu'ils étaient âgés de deux à trois ans, mais dont le milieu est devenu moins punitif, à l'âge de huit à neuf ans, ont obtenu sur l'échelle du comportement agressif des scores aussi faibles que ceux des enfants dont le milieu était non punitif dans les deux groupes d'âge.

De même, les enfants qui ont commencé par connaître des pratiques parentales non punitives, mais dont le milieu est devenu plus punitif, ont obtenu sur l'échelle du comportement agressif des scores aussi élevés que ceux des enfants dont le milieu était punitif dans les deux groupes d'âge.

Lien entre le comportement agressif et les pratiques parentales, peu importe le sexe ou le revenu

Les enfants dont les parents étaient punitifs étaient plus susceptibles d'obtenir un score élevé sur l'échelle du comportement agressif que les enfants vivant dans des milieux moins punitifs, pour les deux groupes d'âge, peu importe leur sexe ou le niveau de revenu du ménage.

L'étude a permis de démontrer que, selon leurs parents, les filles et les garçons étaient aussi susceptibles d'afficher un comportement agressif et de faire face à des pratiques parentales punitives.

Les enfants âgés de deux à trois ans et vivant dans des ménages à faible revenu en 1994 ont obtenu des scores plus élevés sur l'échelle du comportement agressif que leurs homologues vivant dans des ménages à revenu élevé. Toutefois, ces différences ont disparu au moment où les enfants ont atteint l'âge de huit à neuf ans, soit six ans plus tard.

Les pratiques parentales ne différaient pas selon le revenu. La probabilité qu'un enfant soit élevé dans un milieu parental punitif était la même pour les ménages à faible revenu et les ménages à revenu élevé.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 4450.

Des renseignements plus détaillés figurent dans la publication *Le comportement agressif chez les jeunes enfants : la modification du milieu parental permet de prévoir le changement de comportement* (89-599-MIF2004001, gratuit) qui est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Conditions sociales*.

Pour plus de renseignements concernant les données recueillies au cours des quatre premiers cycles de l'ELNEJ, ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données,

communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-3321 ou composez sans frais le 1 800 461-9050 (ssd@statcan.ca), Division des enquêtes spéciales.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice des prix des produits agricoles Août 2004

Les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles ont augmenté de 5,2 % en août comparativement à août 2003, selon les données de l'Indice des prix des produits agricoles (IPPA).

L'indice du bétail et des produits d'origine animale a dépassé le niveau de l'an dernier qui était de 13,7 %. Il s'agit de la troisième hausse consécutive d'une année à l'autre depuis juin 2003. L'indice des cultures a accusé un recul de 2,9 % par rapport au niveau de 102,7 atteint en août 2003, ce qui prolonge les diminutions mensuelles d'une année à l'autre amorcées en juillet 2003. L'indice des oléagineux et l'indice des pommes de terre ont été les seuls indices des cultures à enregistrer une augmentation, alors que tous les indices du bétail et des produits d'origine animale, sauf l'indice de la volaille, se sont accrus par rapport à août 2003.

L'IPPA (1997=100) s'est établi à 100,5 en août, en hausse par rapport à l'indice de 99,7 enregistré en juillet. L'indice total avait atteint un sommet de 111,3 en février 2003 puis a diminué pour atteindre le creux récent de 93,8 en septembre 2003.

D'un mois à l'autre, l'indice des cultures a grimpé de 3,2 % en août même si seuls l'indice des fruits et l'indice des pommes de terre ont crû. Les autres indices ont accusé des reculs allant de 2,5 % pour l'indice des légumes à 8,0 % pour l'indice des céréales.

L'indice des oléagineux a reculé de 5,6 % en août. Ce dernier avait progressé de façon constante, étant passé de 93,6 en novembre dernier à 111,5 en mai. Les prix des oléagineux produits au Canada se sont raffermis, poussés par la consommation mondiale accrue d'oléagineux, le resserrement des approvisionnements de soya produit aux États-Unis et la vigueur des prix du soya. Cependant, le département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) a diffusé ses premières estimations de la production en août et estimait que la récolte de soya cet automne serait la deuxième récolte en importance jamais observée, ce qui a exercé une pression à la baisse sur les prix.

L'indice des céréales a accusé un recul de 8,0 % en août, les premières estimations de la production canadienne de cet automne prévoyant une augmentation annuelle de 9,0 % de la production de blé et de 11,0 % de la production d'orge. En outre, le USDA a signalé qu'il y aurait une récolte record de maïs cet automne.

L'indice du bétail et des produits d'origine animale a régressé par rapport à l'indice révisé de juillet (102,6) pour s'établir à 101,3 en août. D'un mois à l'autre, seul l'indice des produits laitiers a affiché une croissance, en hausse de 2,4 %. Les reculs allaient de 0,6 % pour la volaille à 3,7 % pour les bovins et les veaux.

Après avoir enregistré une croissance marquée pour les cinq premiers mois de 2004, l'indice des porcs a connu un troisième repli mensuel consécutif, ayant affiché un recul de 2,2 % comparativement à l'indice de juillet (98,2). L'indice, qui se situait à 66,1 en janvier, a connu une progression continue, puis a atteint un sommet de 103,6 en mai. Les prix des porcs étaient soutenus par des exportations vigoureuses et par la forte demande des consommateurs. Toutefois, des approvisionnements suffisants en Amérique du Nord et la vigueur du dollar canadien ont fait chuter les prix.

L'indice des bovins et des veaux a régressé pour atteindre 87,5 en août 2004. Depuis la découverte d'un cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) en mai 2003, les variations mensuelles de l'indice ont fluctué entre une diminution de 30,1 % en juillet 2003 et une augmentation de 35,4 % en septembre 2003, lorsque l'embargo a été levé pour certaines coupes de boeuf. La fermeture prolongée de la frontière aux exportations de bovins sur pattes et le nombre record de bovins dans les fermes canadiennes continuent de faire baisser les prix.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 002-0021 et 002-0022.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5040.

Le numéro d'août 2004 de la publication *Indice des prix des produits agricoles*, vol. 4, n° 8 (21-007-XIB, gratuite) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1 800 465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Paul Murray au (613) 951-0065 (paul.murray@statcan.ca), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868.

Indice des prix des produits agricoles (1997=100)

	Aout 2003 ^r	Juillet 2004 ^r	Aout 2004 ^p	Aout 2003 à aout 2004	Juillet 2004 à aout 2004
Indice des prix des produits agricoles	95,5	99,7	100,5	var. en %	0,8
Cultures	102,7	96,6	99,7	-2,9	3,2
Céréales	96,5	87,6	80,6	-16,5	-8,0
Oléagineux	85,1	104,8	98,9	16,2	-5,6
Cultures spéciales	106,1	107,9	104,3	-1,7	-3,3
Fruits	104,8	99,6	103,6	-1,1	4,0
Légumes	111,5	106,8	104,1	-6,6	-2,5
Pommes de terre	187,0	152,9	291,2	55,7	90,5
Bétail et produits d'origine animale	87,7	102,6	101,3	15,5	-1,3
Bovins et veaux	69,5	90,9	87,5	25,9	-3,7
Porcs	78,0	100,4	98,2	25,9	-2,2
Volaille	96,6	96,9	96,3	-0,3	-0,6
Oeufs	102,3	108,8	108,8	6,4	0,0
Produits laitiers	117,7	120,8	123,7	5,1	2,4

r Données révisées.

Fer et acier primaire

Août 2004

Il est maintenant possible de connaître les données sur le fer et l'acier primaire pour août.

Données stockées dans CANSIM: tableau 303-0010.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2106, 2116 et 2184.

Le numéro d'août 2004 de *Fer et acier primaire*, vol. 59, n° 8 (41-001-XIB, 6 \$ / 51 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

p Données provisoires.

NOUVEAUX PRODUITS

Direction des études analytiques, documents de recherche : La dynamique de l'aide sociale au Canada : le rôle des attributs individuels et des variables économiques et politiques, n° 231 Numéro au catalogue : 11F0019MIF2004231 (gratuit).

Comptes des revenus et dépenses, série technique : Étude des révisions des données des Indicateurs

nationaux du tourisme, nº 45

Numéro au catalogue : 13-604-MIF2004045

(gratuit).

Comptes des revenus et dépenses, série technique : Étude des révisions des données des Indicateurs

nationaux du tourisme, nº 45

Numéro au catalogue : 13-604-MPF2004045

(gratuit).

Indice des prix des produits agricoles, août 2004,

vol. 4, nº 8

Numéro au catalogue : 21-007-XIB

(gratuit).

Fer et acier primaire, août 2004, vol. 59, nº 8 Numéro au catalogue : 41-001-XIB (6 \$/51 \$).

Enquête sur le milieu de travail et les employés - compendium. 2001

Numéro au catalogue: 71-585-XIF

(gratuit).

Enquête sur la participation et les limitations d'activités (EPLA) de 2001 : guide de l'utilisateur du fichier de microdonnées à grande diffusion Numéro au catalogue : 82M0023GPF (75 \$).

Enquête sur la participation et les limitations d'activités (EPLA) de 2001 : documentation et fichier de microdonnées à grande diffusion, Numéro au catalogue : 82M0023XCB (3 000\$).

Les établissements du patrimoine : tableaux de

données, 2002-2003

Numéro au catalogue: 87F0002XIF

(gratuit).

Série de documents de recherche sur les enfants et les jeunes : Le comportement agressif chez les jeunes enfants : la modification du milieu parental permet de prévoir le changement de comportement, 1994 à 2000

Numéro au catalogue: 89-599-MIF2004001

(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

• Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : 1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez le : 1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : 1 877 287-4369

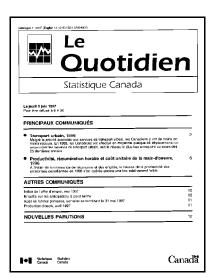
composez le : 18
Pour un changement d'adresse ou pour connaître

l'état de votre compte, composez le : 1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page Nos produits et services, sous Parcourir les publications Internet, choisissez Payantes.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca*. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.